
La réforme du collège, une bombe à retardement contre le lycée et le Baccalauréat

Qui peut croire que la réforme du collège ne se prolongerait pas en une nouvelle réforme du lycée ?

La réforme Vallaud-Belkacem rend 20% des horaires variables d'un établissement à l'autre. Elle prévoit la mise en place des projets interdisciplinaires au détriment des horaires disciplinaires. Les élèves perdraient plus de 400h de cours disciplinaires sur les 4 ans de scolarité au collège.

Pour les collègues contraints d'assurer les missions liées à l'enseignement, cela signifie activités annexes et réunions sans limitation opposable.

Elle menace l'existence même de plusieurs disciplines (latin, grec, allemand, italien, russe, portugais...) par leur disparition des grilles horaires ou par la fermeture des bilangues et des classes européennes.



Basée sur l'autonomie de l'établissement et la sape des enseignements disciplinaires, elle s'inspire de la réforme Chatel du lycée en allant encore plus loin.

La réforme Chatel se traduit déjà par :

- **la mise à disposition d'une partie de l'enveloppe** pour l'organisation de l'AP, des groupes, mettant en concurrence les disciplines dans une gestion locale de la pénurie de moyens.
- **l'AP**, enseignement non disciplinaire à géométrie variable ne garantit pas d'égalité d'un lycée à l'autre.
- **l'augmentation du nombre d'élèves par classe.**
- **les Epreuves en Cours d'Année** : organisées aux dépens des heures de cours, sans indemnité de jury d'examen, au mépris de l'anonymat du jury, les collègues sont souvent amenés à évaluer leurs propres élèves, conçoivent et organisent matériellement et administrativement les épreuves. Chaque lycée fabrique son sujet reportant la responsabilité sur le coordinateur de discipline.

- **la réforme des STI** qui a planifié la fusion-liquidation de disciplines. Toute cette réforme a été faite au nom de la réussite des élèves et du rééquilibrage des séries. Avec quel résultat pour les élèves et quelles conséquences parfois tragiques pour les collègues !

Le ministère avait prévu de présenter un bilan de sa réforme du lycée. Il a décidé de remettre *sine die* cette réunion. Faut-il comprendre qu'il ne souhaite pas non plus dévoiler ses projets d'une nouvelle réforme dans la droite ligne de celle du collège ? Devant les vives réactions suscitées par celle-ci, il n'était pas prudent d'allumer un deuxième incendie...

Après le collège, ce serait forcément le tour du lycée et du Bac.

Comment maintenir des enseignements au lycée qui auraient disparu au collège ? Comment le lycée pourrait-il à la fois préparer à un diplôme national et accueillir des élèves issus de collèges qui auront modulé les programmes et les horaires au gré des projets d'établissement ?

Comment faire réussir à l'examen des élèves qui auront perdu plus de 400 h de cours, sinon en supprimant l'examen ? La fin de toute épreuve disciplinaire du DNB en est une première étape, en réponse aux exigences du MEDEF d'en finir avec les qualifications incarnées par les diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives et condition d'accès aux études supérieures.

Malgré la campagne médiatique rituelle sur les fraudes au bac, le sondage CSA du 5 mai pour le journal Direct Matin a confirmé que le baccalauréat est jugé encore utile aujourd'hui par 66 % des Français. Tous ceux qui voudraient le réduire à un diplôme symbolique en sont pour leurs frais.

La réforme du collège ne met pas seulement en péril le collège.

Bloquer la réforme du collège, c'est protéger l'enseignement disciplinaire au lycée, le diplôme du Bac. C'est tout l'édifice qui est menacé. C'est tout l'édifice scolaire qu'il faut défendre.

Dans ces conditions une seule solution : créer le rapport de force.

Le 19 mai le SFSDPEP FO avec les syndicats du public SNFOLC, SNETAA-FO, SNES, SNEP, SNALC, CGT, SUD, SNCL appellent à la grève « pour le retrait de la réforme du collège » et « la reprise des discussions sur de nouvelles bases ».

Le SFSDPEP FO a déposé un préavis de grève à partir du 19 mai.

Dans tous les lycées et collèges : assemblées générales avec nos syndicats pour confirmer nos revendications et décider la grève le 19 mai !